

## Le *Tablet* de Londres et la démission de Mgr Joseph Charbonneau

Sous le titre : « Mgr Charbonneau, archevêque de Montréal. Les rumeurs autour de sa démission », *The Tablet* du 18. 3. 50 publiait, à Londres, l'article suivant :

La démission de Mgr Charbonneau, archevêque de Montréal, fut annoncée le 11 février, lors de son transfert au siège titulaire de Bosphorus. Depuis quinze jours, il se trouvait dans une maison de repos à Victoria, dans la Colombie britannique, où il séjourne encore actuellement; d'après le communiqué, sa démission était due au mauvais état de sa santé. Il n'a pas encore 60 ans, ce qui n'est pas un âge avancé pour un archevêque. Mais depuis dix ans il s'est trouvé à la tête d'un diocèse qui est le plus grand de l'Empire britannique et l'un des plus grands du monde entier. À l'archevêché, on déclarait le 9 février qu'il était parti pour Victoria « afin de prendre un repos prolongé, nécessité par le surmenage et un état de fatigue extrême ». L'hebdomadaire catholique *The Ensign* écrivait à propos de la démission :

Beaucoup ont été surpris de cette nouvelle. Mais ceux d'entre nous qui étaient au courant des lourds fardeaux, des travaux inlassables et des multiples responsabilités attachés à ce haut poste, peuvent se rendre compte pleinement et tangiblement du poids d'une pareille charge, portée pendant dix années.

Cependant, il y eut tout de suite des gens pour dire que la fatigue et le mauvais état de santé n'étaient pas les raisons véritables de la démission et qu'en réalité l'archevêque avait été pratiquement déposé à cause de son attitude « anticapitaliste » lors des grèves d'Asbestos, dans la province de Québec. Ces grèves avaient commencé le 15 février [sic] de l'année dernière et avaient duré jusqu'au mois de juillet. Selon une relation détaillée de l'hebdomadaire américain *Time*, le délégué apostolique avait dû demander à Mgr Charbonneau de modifier son attitude dans les questions sociales ; de son côté, le *New Statesman*, de Londres, déclarait :

...Il s'est calmement mais fermement opposé à la politique réactionnaire du gouvernement Duplessis. M. Duplessis et les magnats de l'amiante ont maintenant leur revanche. La révocation à peine déguisée de l'archevêque fait suite à une visite à Rome de deux ministres de Duplessis; or, Duplessis, qui a fait tout son possible pour juguler la grève, a l'appui des compagnies de l'amiante.

Il est vrai que l'archevêque avait la sympathie des grévistes. Des quêtes spéciales pour leur venir en aide eurent lieu le 1<sup>er</sup> mai dans toutes les églises de l'archidiocèse après un appel – nous citons *Globe and Mail* de Toronto – « de la Commission sacerdotale d'études sociales, organisme ecclésiastique consultatif, en faveur de la collaboration avec les autorités religieuses dans l'action de secours aux familles ouvrières nécessiteuses ». Des quêtes semblables eurent lieu dans l'archidiocèse de Québec. Les grévistes faisaient partie de la Confédération canadienne des travailleurs catholiques; la sympathie et la sollicitude de l'Église pour eux et leurs familles n'avaient donc rien de surprenant, puisque la grève était justifiée d'après l'avis de beaucoup de personnes indépendantes et compétentes.

Les allégations de *Time* au sujet d'une intervention du délégué apostolique ont été démenties énergiquement par un communiqué du secrétaire du délégué :

À propos de l'article du magazine *Time* du 20 février, S. Exc. Mgr Antoniutti, délégué Apostolique au Canada, me charge de démentir catégoriquement qu'il ait jamais demandé à Mgr Charbonneau d'abandonner sa position favorable aux travailleurs; au contraire, il a toujours approuvé et encouragé l'attitude très charitable de Mgr Charbonneau envers toutes les victimes de la guerre, des grèves et de l'injustice sociale.

En d'autres termes, loin de blâmer l'attitude de l'archevêque, il s'y associait expressément. En outre, le Saint-Siège était si loin de désapprouver Mgr Charbonneau ou de prendre parti pour « les magnats de l'amiante », que la *Civiltà Cattolica* publiait au mois de décembre une étude détaillée et approbatrice sur tout ce qui s'était passé durant les grèves d'Asbestos, vu dans le cadre général de l'activité sociale de l'Église au Canada au cours des dernières années. La *Civiltà Cattolica*, publication des Jésuites italiens, étant en relations étroites avec la Secrétairerie d'État, il est inconcevable qu'elle approuve une attitude comme celle de Mgr Charbonneau, si en même temps cette attitude était désapprouvée par la Secrétairerie d'État au point de nécessiter ce que le *New Statesman* appelle la « révocation à peine déguisée » d'un archevêque.

Comme le rappelait le *Toronto Daily Star* lors de la démission de Mgr Charbonneau, celui-ci a pris « une part active au syndicalisme catholique » et s'est vivement intéressé aux problèmes sociaux quand il était jeune prêtre à Québec. On peut se demander pourquoi un homme pareil aurait jamais été nommé archevêque, si Rome était opposée à des prélats aux idées sociales. Ou si Rome aime choisir des hommes comme lui, peut-on admettre sérieusement que deux membres du gouvernement Duplessis aient pu néanmoins, au cours d'une brève visite à Rome, obtenir du Vatican, à l'encontre des sympathies avouées de ce dernier, la révocation d'un archevêque, et cela en quelques jours? Comme le savent tous les gouvernements, la révocation d'un archevêque ne s'obtient pas si facilement.

Enfin, pourquoi d'autres prêtres, qui au début de leur carrière sacerdotale ont acquis une réputation semblable à celle de Mgr Charbonneau, ont-ils été nommés évêques au Canada français, par exemple, Mgr Roy, archevêque de Québec, ou Mgr Desranleau, évêque de Sherbrooke? Et pourquoi les « magnats de l'amiante » auraient-ils obtenu seulement la révocation de Mgr Charbonneau, quand Mgr Desranleau surtout a joué un rôle plus marquant et tenu un langage plus énergique, encore pour la défense des grévistes? Dès que la démission de Mgr Charbonneau fut annoncée, Mgr Desranleau démentit les bruits qui couraient et déclara que pour sa part il n'avait pas l'intention de démissionner. Cependant, la chronique des événements de l'an dernier, parue dans le *Toronto Daily Star* du 11 février, montre bien que c'est lui, plutôt que son archevêque, l'homme dont les « magnats de l'amiante » auraient dû chercher à obtenir la démission.

Lors du déclenchement de la grève d'Asbestos, Mgr Charbonneau se trouvait à Rome avec Mgr Desranleau. Quand il revint de Rome, la grève durait depuis deux mois. La Canadian Johns-Manville C<sup>e</sup> à Asbestos, était le centre principal du mouvement, qui touchait également trois ou quatre Compagnies, à Thetford

Mines, à 80 milles au Nord-Est. [sic] Quelque 2 500 grévistes demandaient une augmentation horaire de 15 cents, neuf jours de congés payés et d'autres avantages. Le 2 mai, Mgr Charbonneau déclarait, dans l'église Notre-Dame de Montréal : « On conspire pour détruire la classe ouvrière; l'Église a le devoir d'intervenir. »

Trois jours plus tard, à la suite de rumeurs d'après lesquelles on allait amener à Asbestos des ouvriers du dehors, les grévistes, conduits par l'abbé Louis Camirand, curé d'Asbestos et aumônier du syndicat des travailleurs de l'amiante, barricadaient la commune et se battaient contre la police provinciale.

Ceci se passait à l'époque où la Compagnie, qui avait sollicité l'intervention de Mgr Charbonneau et de Mgr Roy [de Québec], revenus ensemble de Rome, lors de leur retour de Québec, eut l'espoir de voir le conflit se régler. Huit semaines plus tard, les ouvriers reprirent le travail avec une augmentation horaire de 10 cents et la promesse de quatre jours de congés payés par an.

200 ouvriers furent poursuivis pour avoir résisté à la police après les sommations réglementaires.

Mgr Desranleau revenait [de Rome] à la fin de la grève; il lui donna sa bénédiction en ces termes, au cours d'un rassemblement ouvrier à l'occasion de la Journée du travail : « La cause primordiale [de la misère] n'est pas nouvelle. Les Papes Pie XI et Pie XII l'ont proclamé hautement... C'est la cupidité... Le capitalisme est la cause de toutes nos misères. Nous devons travailler à le remplacer... Vous avez entrepris la lutte contre cette menace. Il ne faut pas céder. Vous savez que battre en retraite n'est ni catholique ni canadien, même si cela conduit à la mort. »

Néanmoins, Mgr Desranleau occupe toujours son siège. Il est certain que la situation n'est pas nette. Jamais auparavant il n'avait été question d'un déclin de l'état de santé de l'archevêque. Une démission semblable est tout à fait insolite. L'archevêque était et est encore si populaire qu'un flot de conjectures et de rumeurs était inévitable. Faute d'avoir pu l'éviter par une manière d'agir plus circonspecte, on devrait en donner une explication plus complète.

Source : *La documentation catholique*, Vol. 47, 1950, colonnes 613-616.